

## Edward Snowden est un héros, la France doit lui accorder l'asile politique.

*dimanche, 7 juillet 2013 / Texte du M'PEP*

### EDWARD SNOWDEN EST UN HÉROS, LA FRANCE DOIT LUI ACCORDER L'ASILE POLITIQUE

***Par le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP).***

*Le 7 juillet 2013.*

Edward Snowden, ancien agent de la CIA et de la NSA, a porté à la connaissance du monde entier une nouvelle preuve des agissements illégaux du gouvernement des États-Unis. Ce dernier espionne de nombreux pays, dont certains membres de l'Union européenne parmi lesquels la France, par des moyens techniques sophistiqués permettant d'intercepter les conversations téléphoniques, les courriels et textos.

Devant ce scandale, l'Union européenne n'a pris aucune décision. C'était pourtant une raison supplémentaire d'interrompre les négociations du Partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement dont l'objet est clairement la reconstruction d'un monde unipolaire contrôlé par l'impérialisme américain, avec l'aide de l'UE. L'inaction de l'Union européenne confirme une nouvelle fois le rôle de vassal des États-Unis que joue le système de Bruxelles. Les démocrates, tous les citoyens attachés à l'État de droit et à des relations internationales fondées sur la confiance et la coopération trouveront dans cette lâcheté des oligarques européens un motif s'ajoutant à ceux déjà très nombreux de sortir de cette construction monstrueuse.

De son côté, suite aux révélations d'Edward Snowden, François Hollande avait publiquement et fermement demandé à Washington de cesser ces actes hostiles, exigeait des excuses et affirmait que l'UE ne pouvait dans ces conditions négocier le traité transatlantique puisque les États-Unis savaient tout des intentions des négociateurs européens. C'était avant de se rendre à Berlin.

Depuis, nous avons appris que les négociations débiteront à la date prévue. Aucune mesure de rétorsion n'a été prise par la France pour faire cesser les agissements américains. Le gouvernement se place délibérément dans la posture de laquais des États-Unis. Il fallait convoquer l'ambassadeur des États-Unis à Paris, rappeler l'ambassadeur français à Washington, expulser un certain nombre de « diplomates » américains en France connus pour appartenir aux « agences ».

Grâce aux révélations d'Edward Snowden, nous connaissons désormais l'ampleur de l'espionnage auquel les services états-uniens soumettent leur peuple et ceux de l'UE. Cela promet si, par malheur, le Partenariat transatlantique était signé. La protection des données à caractère personnel fait partie du mandat que le Parlement européen a donné à la Commission, Parlement au demeurant étrangement silencieux dans cette affaire. Mais comment croire qu'il sera sérieusement défendu par Barroso face à Obama ? Ce n'est pas parce que Bush a réussi à imposer le Patriot Act aux Américains que nous devons le subir. Le Partenariat transatlantique sera préjudiciable aux travailleurs européens et américains sur les plans économique, environnemental, social, démocratique, le M'PEP le montrera prochainement. Il l'est également sur le plan individuel. Refusons-le pour ces deux raisons !

On pouvait jusqu'à présent condamner l'attitude du président de la République française pour sa passivité vis-à-vis des agissements des États-Unis. On doit maintenant condamner son soutien actif et sa servilité à l'égard de l'administration Obama. En effet, l'affront inouï fait au président de la Bolivie Evo Morales lors de son retour en avion d'un sommet des pays producteurs de gaz en Russie révèle la servilité de l'Union européenne et du gouvernement français à la « pax americana ». Les faits : sur injonction des États-Unis, la France, l'Espagne, l'Italie et le Portugal ont interdit de survol l'avion officiel du président de la Bolivie, le forçant à se poser en Autriche à Vienne, au prétexte qu'Edward Snowden se serait trouvé à bord. Des policiers autrichiens ont constaté qu'il n'y était pas. Un avion présidentiel est considéré comme territoire souverain du pays et tout chef d'État jouit d'une immunité diplomatique absolue conformément au droit international. Depuis 1945, aucune nation au monde n'a empêché un avion présidentiel de survoler son territoire. La France ne pouvait ignorer qu'il s'agissait de l'avion du président Bolivien puisque l'autorisation de survol avait été accordée à la Bolivie le 27 juin 2013 par le bureau des survols et des escales navales (ministère des Affaires étrangères). Il faut rappeler la complicité de certains pays de l'UE dans les survols illégaux de la CIA, d'avions avec des passagers kidnappés destinés à être soumis à la torture et finir, s'ils étaient encore en vie à Guantanamo, enclave de non-droit des États-Unis à Cuba. L'UE est un féal des États-Unis, une union où la souveraineté des peuples est bafouée et soumise à la volonté de l'Empire. C'est une des raisons pour lesquelles le M'PEP œuvre à la reconquête de la souveraineté nationale, seul moyen pour la France de se libérer de cette tyrannie.

## Citoyens !

- **Exigez du ministre Valls qui a refusé l'asile politique à Edward Snowden qu'il revienne sur sa décision ! Écrivez-lui pour protester !**
- **Exigez du président de la République qui fait honte à la France qu'il accorde l'asile politique à Edward Snowden ! Écrivez-lui pour protester !**
- **Exigez du président de la République qu'il se rende immédiatement en Bolivie pour s'excuser auprès du président Morales !**

Le M'PEP va écrire au président de la République pour lui faire part de ces exigences.

Le M'PEP va également écrire à l'ambassadeur de Bolivie à Paris pour lui dire note honte et que l'attitude infâme du gouvernement français était condamnée par le peuple de France. Nous lui dirons de demander au peuple bolivien de ne pas brûler le drapeau tricolore, celui de la Révolution et de la Résistance, sali par le gouvernement PS-EELV.

### MODÈLE DE LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

À envoyer :

- Présidence de la République Palais De L'Élysée 55 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS
- <http://www.elysee.fr/ecrire-au-president-de-la-republique/>

Monsieur le Président de la République,

Je vous écris pour vous exprimer ma condamnation de l'affront fait par votre gouvernement, au président de la Bolivie Evo Morales lors de son retour du sommet des pays producteurs de gaz en Russie.

Sur injonction des États-Unis, vous avez interdit le survol du territoire national à l'avion officiel du président de la Bolivie, le forçant à se poser en Autriche à Vienne, au prétexte qu'Edward Snowden se serait trouvé à bord alors qu'il n'y était pas. Vous le savez, un avion présidentiel est considéré comme territoire souverain du pays et tout chef d'État jouit d'une immunité diplomatique absolue conformément au droit international. Depuis 1945, aucune nation au monde n'avait empêché un avion présidentiel de survoler son territoire. Vos services ne pouvaient ignorer qu'il s'agissait de l'avion du président bolivien puisque l'autorisation de survol avait été accordée à la Bolivie le 27 juin 2013 par le Bureau des survols et des escales navales (ministère des Affaires étrangères).

Grâce aux révélations d'Edward Snowden, nous connaissons désormais l'ampleur de l'espionnage auquel les services états-uniens soumettent leur peuple et ceux de l'UE. Cela inaugure de nouvelles violations de la vie privée si, par malheur, le Partenariat transatlantique était signé puisque la protection des données à caractère personnel fait partie du mandat que le Parlement européen a donné à la Commission, Parlement au demeurant étrangement silencieux dans cette affaire.

Ce n'est pas parce que l'ex président G.W.Bush a réussi à imposer le Patriot Act aux Américains que nous devons le subir.

Je vous demande par conséquent d'accorder l'asile politique à Edward Snowden.

Je vous demande de vous rendre immédiatement en Bolivie pour présenter les excuses de votre gouvernement auprès du président Morales et renouer des liens avec les pays d'Amérique du Sud.

Recevez, Monsieur le Président de la République, l'assurance de ma plus haute considération.

Nom, Prénom, Adresse, Signature